



Note de recherche – 11 décembre 2017

Vers une fragilisation de la dissuasion élargie ? *Retour sur le sommet de Varsovie*

Alexis Baconnet

Alexis Baconnet est chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS), chercheur associé au Centre lyonnais d'études de sécurité internationale et de défense (CLESID, EA 4586, Lyon 3) et au Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS), école des Hautes études internationales (HEI). Membre de l'Académie européenne de géopolitique.

Les mesures de réassurance de l'OTAN à l'égard des alliés est-européens se multiplient pour tenter d'atténuer les inquiétudes suscitées par la Russie. Dans ce climat stratégique tendu, un retour sur le Sommet de Varsovie de 2016 peut permettre de s'interroger sur les limites de la dissuasion élargie américaine en Europe, sensée protéger l'OTAN.

La tenue du Sommet de l'Organisation du traité de l'atlantique nord (OTAN), à Varsovie, les 8 et 9 juillet 2016, a donné lieu à la livraison d'un communiqué fleuve de 139 paragraphes pour 35 pages. Cette très grande longueur est due à l'addition de la plupart des éléments centraux des communiqués des précédents sommets. Dans une période de renouvellement et d'augmentation du stress sécuritaire terroriste ainsi que des tensions stratégiques avec la Russie, l'absence de synthèse dans la rédaction du document aura probablement été motivée par la crainte d'un effet de troncature. Il

n'en demeure pas moins possible d'en extraire deux maîtres mots : dissuasion et défense ; ainsi que des préoccupations majeures¹ parmi lesquelles le nucléaire militaire et la défense antimissile balistique sont sans doute les plus importantes.

Au sein de l'OTAN post Guerre froide, le nucléaire a longtemps été éclipsé par une sorte d'obsession de l'Alliance pour les thèmes du hors zone, de la sécurité globale et des guerres asymétriques. Ces concepts étaient évidemment le fruit de l'actualité stratégique des années quatre-vingt-dix/deux mille. Mais il s'agissait également de nouveaux outils, opératoires hors de cette séquence temporelle, et qu'il était nécessaire d'insérer dans la matrice stratégique de l'OTAN afin de permettre les déploiements hors de l'Europe, hors des situations de guerre et hors des seuls cas de ripostes aux actes d'agression classiques auxquels auraient pu être

exposés les membres de l'organisation.

Cette insémination stratégique faite d'une part, et l'actualité stratégique ayant partiellement changé d'autre part, le nucléaire effectue désormais un retour en force parmi les préoccupations de l'Alliance. A partir, bien sûr, de la montée en puissance de la défense antimissile balistique (DAMB), mais à partir aussi des agissements et des déclarations russes (démonstration de puissance, manœuvres démonstratives nucléaires conduites ex-nihilo ou incluses dans des schémas de guerre hybride), qui relèvent probablement autant de l'ambition de puissance que de la réaction aux manœuvres américaines.

Aussi, l'évaluation du traitement de la question du nucléaire militaire par le sommet de Varsovie, conduit à se pencher sur ce qui a trait aux armes nucléaires, à la DAMB et au désarmement.

¹ La Russie, la mise sur pied d'une brigade lituano-polonaise, le terrorisme, la guerre hybride, le cyber, les flux migratoires.

Armes nucléaires, défense antimissile balistique et désarmement dans le communiqué du sommet

En matière de dissuasion nucléaire, le communiqué qualifie le concept militaire, la posture correspondante et les discours dans le domaine nucléaire de la Russie d'« irresponsables » et d'« agressifs ».

La dissuasion est envisagée par l'OTAN comme une combinaison de capacités nucléaires, conventionnelles et antimissiles.

Le communiqué rappelle que les conditions dans lesquelles l'OTAN pourrait avoir à user de l'arme nucléaire sont extrêmement improbables mais que l'Alliance dispose toutefois de la détermination nécessaire pour imposer des coûts inacceptables et supérieurs aux gains que l'adversaire pourrait obtenir.

Le texte réaffirme qu'aussi longtemps qu'il y aura des armes nucléaires l'OTAN restera une alliance nucléaire ; que les forces stratégiques de l'OTAN sont la garantie suprême de la sécurité des alliés ; que les forces du Royaume-Uni et de la France sont indépendantes et ont un rôle de dissuasion propre contribuant par ailleurs à la sécurité globale de l'Alliance ; que la posture nucléaire de l'Alliance repose aussi sur les armes nucléaires américaines déployées en Europe et en Turquie.

En matière de DAMB, le communiqué affirme que celle-ci peut compléter mais non se substituer au rôle des armes nucléaires et qu'elle est une capacité défensive destinée à la protection du territoire et des populations.

Le communiqué rappelle le développement continu que connaît ce système au point de pouvoir désormais déclarer atteinte la capacité opérationnelle initiale de la DAMB.

Les sites opérationnels sont : la Roumanie (système Aegis terrestre),

l'Espagne (navires Aegis), la Turquie (radar). Un site est en développement en Pologne (système Aegis terrestre²). Il est par ailleurs rappelé que le contrôle politique total des Alliés sera assuré.

Il est aussi déclaré que cette DAMB est destinée aux menaces hors zone euro-atlantique, qu'elle n'est pas dirigée contre la Russie, qu'elle ne portera donc pas atteinte à la capacité de dissuasion stratégique russe et qu'il est par conséquent estimé que les déclarations de la Russie menaçant de prendre pour cible les Alliés en réponse au développement de la DAMB sont inacceptables et contre-productives.

Il est enfin affirmé que la DAMB s'appuie sur des contributions nationales volontaires y compris pour ce qui relève des intercepteurs et des capteurs, et que seuls les éléments de C2 (*command & control*) sont admissibles au financement commun

En matière de désarmement, le communiqué déclare que la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération jouent un rôle important dans la réalisation des objectifs de sécurité de l'Alliance ; d'où l'importance du respect des traités, notamment le traité Forces nucléaires intermédiaires (FNI), dont l'Alliance exhorte la Russie à préserver la viabilité.

L'objectif d'un monde sans armes nucléaires en conformité avec le Traité de non-prolifération (TNP) est réaffirmé. Aussi l'OTAN se dit-elle prête à effectuer de nouvelles réductions à condition que celles-ci soient réciproques avec la Russie.

Est également mentionnée la préoccupation de la prolifération des armes de destructions massives notamment chimiques (la Syrie et l'Irak sont cités) et de la prolifération nucléaro-balistique (la Corée du Nord est citée).

Le communiqué salue enfin la conclusion des Accords de Vienne avec l'Iran en juillet 2015, mais

² Il devrait être opérationnel en 2019.

affirme rester vivement préoccupé par le programme balistique de Téhéran, non conforme à la résolution 2231 Conseil de sécurité des Nations unies.

Remarques sur la dissuasion élargie

La lecture de l'ensemble de ces éléments atteste de la perception d'une menace russe par l'OTAN et de la prise en compte notamment, des forces de l'OTAN, de la montée en puissance de la DAMB ainsi que du désarmement comme moyens cumulés d'accroître la sécurité de l'Alliance. Mais de telles préoccupations ainsi formulées ne conduisent-elles pas à s'interroger quant à l'effectivité de la dissuasion nucléaire élargie américaine ? Conscients de la faiblesse du concept de dissuasion élargie, les Etats-Unis et leurs alliés bénéficiant du parapluie nucléaire américain seraient amenés à multiplier les solutions de remplacement. Les Etats-Unis auraient intérêt à prétendre à l'adossement nécessaire et logique de la dissuasion nucléaire au conventionnel et à la DAMB pour ne pas perdre les avantages tutélaires (ascendant sur les Etats protégés, frein à l'importance laissée aux dissuasions nucléaires françaises et britanniques) et anti-proliférateurs que celle-ci leur fournit (l'absence de dissuasion élargie pourrait conduire des Etats à se nucléariser).

En effet, on peine à envisager que les Etats-Unis puissent utiliser leurs armes nucléaires déployées en Europe (Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas) et en Turquie – fussent-elles potentiellement de faible puissance³ – et donc, par voie de

³ Les bombes gravitationnelles de la série B61 déployées en Europe et en Turquie (actuellement sur des appareils multi-rôles (actuellement sur des appareils multi-rôles Tornado et F-16) sont dotées de charges réglables et donc potentiellement de faible puissance. Cependant, dans la mesure où elles peuvent être emportées par des bombardiers stratégiques furtifs B-2 d'un rayon d'action et d'une capacité de pénétration accrus, ces bombes sont classées parmi les armes stratégiques dans l'arsenal américain. D'où la pertinence très tôt soulignée par le général Charles Ailleret, de ne pas accorder d'importance à la distinction artificielle entre armes nucléaires tactiques et stratégiques...

conséquence, exposer leur territoire à une riposte nucléaire stratégique russe pour la protection de l'Europe et de l'OTAN ; et ce quoi que puisse en laisser penser le concept de sécurité globale. La conception globale de la sécurité qui est celle de Washington laisse comprendre que la mise en danger des intérêts américains peut être provoquée par le truchement de tous les secteurs sociaux (catastrophes naturelles, crise économique, piraterie, terrorisme, guerre...) de par le monde⁴. Mais, dans les faits, cette conception ne joue probablement que pour les cas d'asymétrie dans lesquels les Etats-Unis ne sont pas exposés à la menace de l'arme nucléaire.

Quant à la DAMB, le fait que son contrôle politique soit verbalement ou textuellement garanti n'atteste pas d'un contrôle technologique et militaire, c'est-à-dire du contrôle matériel qui lui seul peut être assorti d'effets certains. En effet, même si des plate-formes antimissiles ont été développées par des Etats européens, et même si des contributions technologiques nationales sont espérées par le projet américano-otarien, la technologie antimissile déployée reste essentiellement américaine, qu'il s'agisse des radars d'alerte et de suivi, comme des intercepteurs. Cela met en place un verrou technologique potentiel permettant de prendre la décision de détruire en dernier ressort ; et on peine à imaginer qu'un tel pouvoir puisse-t-être absolument partagé. On retombe dans une problématique similaire à celle de la double clé de la dissuasion nucléaire britannique.

Il existe bien une possibilité claire et affirmée de contribuer en nature à la DAMB par la mise en commun des technologies nationales, mais cette possibilité porte en elle le risque de s'exposer à un pillage technologique. Inversement, la contribution financière n'est guère plus séduisante puisqu'en période de disette budgétaire celle-ci pourrait obérer notamment le financement des

4 Cf. notamment, Alexis Baconnet, « Du concept classique de sécurité au concept de sécurité globale », *Revue Défense Nationale*, N°761, mai 2013.

dissuasions nucléaires nationales (France et Royaume-Uni).

La DAMB conduit par ailleurs, du fait des suspicions d'adaptabilité et de dualité que ses systèmes pourraient comporter, à fragiliser le maintien du traité FNI⁵ ; ce que les Russes ne manquent pas d'invoquer. Construite sur une base mêlant défense de théâtre et de territoire, la DAMB, associée à la dualité potentielle de ses systèmes, laisse entrevoir la possibilité de l'édification, à terme, d'une défense non uniquement dédiée au balistique et au nucléaire mais également à la défense contre les avions, contre les drones, contre les missiles de croisières... tous porteurs ou non de charges nucléaires⁶.

Officiellement bâtie contre les menaces rustiques des proliférants balistiques en général et du proliférant nucléaire iranien en particulier, d'autres motivations peuvent être cependant avancées d'une manière plus ou moins évidente quant à l'édification de la DAMB : déploiement de capacités de surveillances proches de la Russie, mise sous tutelle technologique et siphonage technologique et budgétaire des alliés, voire à long terme remise en question de la dissuasion nucléaire en général.

Aussi cette DAMB n'attesterait-elle pas – théoriquement puisqu'elle n'est pas encore à la hauteur pour contrer la dissuasion nucléaire russe – d'un manque de confiance en la dissuasion élargie que l'Amérique propose à ses alliés non nucléaires ?

La crainte très en vogue d'une invasion des Pays Baltes ou de la Pologne par la Russie, bien que légitime pour des raisons historiques reste néanmoins stratégiquement plus que contestable dans sa réalité. Elle

5 Cf. notamment Alexis Baconnet, « Stratégies des moyens et traité sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI) », *Revue Défense Nationale*, Tribune n°791, juin 2016.

6 Cf. notamment Alexis Baconnet, « Au-delà de la défense contre les missiles : une stratégie américaine anti-dissuasion », in Philippe Wodka-Gallien (dir.), *Le nucléaire militaire. Perspectives stratégiques*, numéro spécial de la *Revue Défense Nationale*, été 2015.

tend à traduire un manque de confiance et de détermination des alliés et des Etats-Unis dans la dissuasion élargie. Cet apparent manque de confiance est encore accru par l'envoi de troupes otariennes par rotation dans ces régions. La nature a certes horreur du vide, et l'absence de forces visibles et prêtes au combat peut suffire à produire le risque de guerre ; mais pas d'une manière si certaine en présence d'armes nucléaires. A moins que les différents adversaires potentiels aient acquis une forme de certitude quant à l'absence de puissance dissuasive des armes nucléaires américaines déployées en Europe et en Turquie...

Capacitairement enfin, il faut rappeler que ces armes nucléaires américaines ne sont que des bombes gravitationnelles guidées à charges réglables, dont la doctrine d'emploi se cantonne à l'arrêt de troupes conventionnelles en cas d'invasion des territoires des pays membres de l'OTAN. Pour que de telles bombes, réglées en haute puissance, posent un problème stratégique à l'ennemi, il faudrait qu'elles soient combinées aux capacités de pénétrations accrues de leurs porteurs. Or, ce serait chose possible en cas d'emport par des appareils furtifs B-2 ou F-35. Mais les B-2 américains ne sont déployés ni en Europe ni en Turquie. Quant au F-35, pour ce qui peut concerner la dissuasion élargie en Europe et en Turquie, il est seulement opérationnel en Italie, en phase de test ou à l'état de commande aux Pays-Bas et à l'état de commande en Turquie ; l'Allemagne et la Belgique n'ayant pas encore arrêté de décision en matière de renouvellement de leurs appareils. Enfin, d'une part le F-35 n'a pas encore été évalué en opération, d'autre part il n'est pas prévu qu'il emporte des B61 mod 12 avant 2020.

Par conséquent, si la dissuasion élargie et les capacités nucléaires de l'OTAN perdent, en forçant le trait, leur effectivité dissuasive, il reste les dissuasions nucléaires françaises et britanniques, qui pourraient d'ailleurs bénéficier de l'opportunité pour peser

plus lourd dans l'OTAN et donc dans son contrôle.

Mais la France, absente du groupe des plans nucléaires (GPN) de l'OTAN pour des raisons évidentes d'indépendance de sa force de frappe nucléaire, serait en effet cantonnée à un magistère stratégique d'influence. Seul le Royaume-Uni, membre du GPN, serait en capacité d'exercer un contrôle organique. Toutefois, sans même tenir compte du problème de la dépendance technologique de la dissuasion britannique dont les vecteurs mer-sol-balistique-stratégiques Trident II D5 sont de fabrication américaine, Londres pourrait se heurter à de nouvelles difficultés. Car si le Conservative

Party, majoritaire, s'est prononcé en faveur du renouvellement de la flotte de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, il s'est également prononcé en faveur du Brexit. Or, le *Labour Party* s'opposait au Brexit et comporte un certain nombre de membres opposés à la dissuasion nucléaire britannique. Quant au *Scottish National Party* qui s'opposait lui aussi au Brexit, il est clairement opposé à la dissuasion nucléaire britannique et donc au maintien de la base navale nucléaire de Faslane implantée en Ecosse. En cas de retour de la question de l'indépendance écossaise, par exemple en réaction au Brexit, un référendum pourrait conduire à un démantèlement de la base en

question ainsi qu'à une réimplantation non seulement incertaine mais encore très coûteuse en cette période de crise économique profonde et de vacillement du soutien populaire à la dissuasion nucléaire.

Alexis Baconnet, « Vers une fragilisation de la dissuasion élargie ? Retour sur le sommet de Varsovie », *Note de recherche de l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS)*, 11 décembre 2017. <<http://www.strato-analyse.org/fr/spip.php?article382>>

Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Fondé en 2001 par François Géré, l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS) est un centre de recherche privé français, spécialisé dans l'étude des questions de stratégie, de défense et de relations internationales. A partir d'une équipe interdisciplinaire, l'IFAS conduit des recherches intégrant domaines flous et sciences dures et croisant les approches macrostratégiques (dimension globale des affrontements) et microstratégiques (particularités régionales des affrontements). L'institut travaille notamment sur : la dissuasion nucléaire ; la prolifération nucléaire ; les risques chimiques et bio-bactériologiques, les stratégies liées aux missiles et aux anti-missiles ; le développement de l'activité militaire spatiale ; le terrorisme et la guérilla ; la défense et les stratégies dans l'espace euratlantique, en Asie et au Moyen-Orient ; la pensée stratégique contemporaine ; les modalités de contrôle de la violence organisée et de retour à l'état de paix ; le rôle des organismes internationaux dans la gestion des crises et leur résolution ; les opérations d'information ; l'action psychologique et la médiatisation des conflits ; la cyberstratégie.

www.strato-analyse.org/fr

